

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09316P0150 du 30/08/2016
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

[Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09316P0150, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour la réalisation d'un quartier d'habitation sur la commune de Le Rouret (06), déposée par la SAS Rouret Investissement, reçue le 20/07/2016 et considérée complète le 02/08/2016 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 04/08/2016 ;

Considérant la nature du projet, qui relève des rubriques 51a et 6d du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la création de:

- 16 villas,
- un immeuble collectif de 6 appartements,
- la voirie sur 163 mètres linéaires,
- d'espaces verts mixtes sur 1 966 m² ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone UB du POS approuvé le 02/08/2016,
- sur un ancien terrain agricole en friche,
- dans le prolongement du village dans une zone urbanisée ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou contractuel et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique ;

Considérant les effets cumulés avec le projet de défrichement ayant fait l'objet l'objet d'un examen préalable au cas par cas (n°AE-F09313P0201 du 19/03/2013) ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à protéger et conserver 36 arbres situés sur le site ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, qui ne sont pas de nature à modifier de façon significative les ressources de l'environnement et le paysage ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement pour la réalisation d'un quartier d'habitation situé sur la commune de Le Rouret (06) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à la SAS Rouret Investissement.

Fait à Marseille, le 30/08/2016.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement , de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud